

Après la mort de deux d'entre eux assassinés en septembre, les syndicats dénoncent la "situation actuelle" et le manque de soutien du gouvernement.

P our dénoncer "la situation actuelle" de leur profession et demander des réponses au gouvernement, les syndicats CGT, SUD, SNUTEF-FSU, CFDT et Unsa de l'inspection du travail tient à partir du mardi 21 et jusqu'au 22 mars des états généraux.

"C'est la première fois que l'intersyndicale éprouve le besoin d'organiser des états généraux, l'idée remonte à

Gérard Larcher (Sipa)

l'assassinat de nos deux collègues qui a

été un immense choc pour notre profession", avait indiqué jeudi dernier Luc Béal-Rainaldy, du SNUTEF-FSU, au cours d'une conférence de presse.

Cette mobilisation fait suite au meurtre, en septembre 2004, de deux inspecteurs du travail, tués à coups de fusil par un agriculteur de Dordogne chez lequel ils étaient venus contrôler des contrats de travail.

Manque de soutien

"Après cette affaire, nous n'avons pas reçu l'appui que nous étions en droit d'attendre des ministères pour défendre notre institution face aux employeurs", a ajouté le responsable syndical.

L'intersyndicale estime que le plan de modernisation présenté la semaine dernière par le ministre délégué au travail Gérard Larcher ne répond pas aux attentes des agents de contrôles.

Il vise "à remettre au pas des agents (...) dont l'indépendance statutaire agace employeurs, politiciens et hauts fonctionnaires", juge-t-elle.

Ce plan prévoit la création de 700 postes supplémentaires d'ici 2010. Mais les syndicats s'interrogent sur l'application d'une telle mesure après l'élection présidentielle de 2007.

Les syndicats s'opposent par ailleurs à la spécialisation de leurs missions, telle que prévue dans le plan de Gérard Larcher. Cette mesure "menace l'indépendance des inspecteurs", a déclaré Pierre Joanny de SUD-travail.